

aide l'hôpital, il doit aider les cliniques privées, même étrangères).

→Le **Mode 4**: il sera possible d'embaucher des ouvriers dans un pays, de les amener dans un autre (un pays du Nord par exemple) et de les payer au tarif de leur pays d'origine! Cet accord va aussi permettre l'**absorption** des entreprises privées du Sud par les multinationales du Nord qui, de ce fait, vont recréer un monopole "privé" du secteur concerné dans les pays du sud et pourront ainsi augmenter les prix. Aujourd'hui, les risques les plus effrayants de l'AGCS ne se font pas encore sentir mais les PAS appliqués au PED en ont déjà donné un inquiétant aperçu.

c) **L'ADPIC** (Aspects du Droit de la Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce), dont l'objectif est d'intégrer les droits de propriété intellectuelle (droit d'auteur, marques de fabrique ou de commerce, brevets, etc.) dans l'OMC. C'est la voie ouverte à la privatisation des biens communs de l'humanité comme les plantes médicinales, les gènes animaux ou humains, etc. C'est un terrible frein à la recherche car chaque chercheur garde les découvertes qu'il a faites pour qu'elles lui rapportent de l'argent au lieu de les partager avec les autres scientifiques donc chacun repart à zéro.

d) **L'Accord sur l'agriculture** interdit les subventions (aides de l'Etat aux agriculteurs) ce qui ruine les petits cotonniers africains mais les USA aident avec des milliards leurs agriculteurs!

e) **L'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC)** dont l'objectif est de supprimer toutes entraves (législatives, réglementaires, etc.) aux investissements privés, f) **L'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC)**: l'OMC aura le pouvoir de supprimer les protections sanitaires, sociales, environnementales (ex: frein à la coupe du bois) et culturelles décidées dans

chaque pays, lorsqu'il sera estimé que ce sont des obstacles **non nécessaires** au commerce.

Les droits de l'Homme sont perçus comme des entraves à la liberté du commerce! Ce n'est pas le commerce qui a dû s'adapter aux droits fondamentaux de la personne, mais l'inverse!

Citations

"Quand vous mangez les grains de mil, de maïs et de riz importé, c'est ça l'impérialisme, n'allez pas plus loin." (Thomas Sankara)

"J'ai directement constaté, quand j'étais à la Banque Mondiale, l'impact dévastateur que peut avoir la mondialisation sur les pays en développement, et d'abord sur les populations pauvres. Du haut d'un hôtel de luxe, on impose sans merci des politiques que l'on penserait à deux fois si l'on connaissait les êtres humains dont on va ravager la vie." Joseph E. Stiglitz
La Grande désillusion

"S'il était si bon pour les pays en développement d'ouvrir leurs marchés financiers, pourquoi leur forcer la main? Ils vont le faire. A moins que vous ne pensiez qu'ils sont stupides." Joseph E. Stiglitz

"Je définirais la mondialisation comme la liberté pour mon groupe d'investir où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant où il veut et en ayant à supporter le moins de contraintes possibles en matière de droit du travail et de conventions sociales." P. Barnevik, PDG de ABB

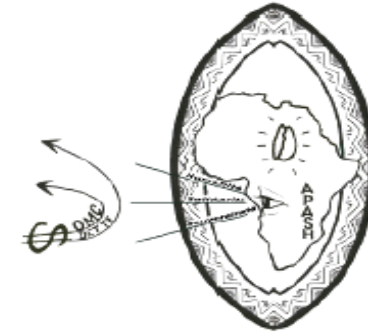
"Quand le dernier arbre sera abattu, la dernière rivière empoisonnée, le dernier poisson capturé, alors seulement vous vous apercevrez que l'argent ne se mange pas." (Un Indien Cree aux Américains)

"La liberté sans l'égalité n'a pas de sens." (Hugo Chavez)

"La somme des intérêts privés n'aboutit pas à l'intérêt général."

A.P.A.S.H.

Association Pour une Alternative au Service de l'Humanité



L'Organisation Mondiale du Commerce (O.M.C.) et ses secrets

1584, av. 3 martyrs, Batignolles, Brazzaville, CONGO. 521.61.56/ 570.68.93 apashbrazza@yahoo.fr

Vocabulaire codé à savoir décoder

Libéraliser: ouvrir les marchés du pays aux entreprises multinationales.

Réformer: réduire les services sociaux et aides diverses que l'Etat assure aux citoyens.

Assainir: réduire les dépenses et augmenter les recettes, le plus souvent en réduisant le personnel.

Restructurer: licencier dans une entreprise privée

Intégrer: faire entrer un pays dans le capitalisme.

Le savez-vous?

L'O.M.C est née en 1995, des suites d'accords secrets ("Le Consensus de Washington") discutés dans les années 80 entre les banques des USA, des entreprises multinationales occidentales, La Réserve fédérale américaine (Banque centrale) et les organismes financiers internationaux (Banque Mondiale, FMI) puis d'accords négociés entre Etats. Les accords de l'OMC reprennent les mesures des Plans d'Ajustement Structurel (PAS) imposées aux PED (Pays En Développement). C'est la même politique qui est imposée depuis 30 ans mais aujourd'hui, on essaie de la rendre légale et acceptée officiellement par les PED en prétendant que ses principes sont "négociés" lors des réunions de l'OMC.

1/ Réforme des impôts: baisse des impôts des plus riches, instauration de la TVA sur tous les produits vendus pour toucher les pauvres aussi par l'impôt puisqu'ils sont les plus nombreux.

2/ Liberté de circulation de l'argent pour permettre aux entreprises de ramener leurs bénéfices dans leur pays. Cf Accord MIC

3/ Garantie de ne pas favoriser les entreprises locales contre les entreprises étrangères. Cf AGCS

4/ Protection renforcée de la propriété privée. Cf ADPIC

5/ Libéralisation des échanges: disparition des taxes douanières. Cf GATT 94 et NAMA

6/ Limitation du déficit donc des dépenses sociales (santé, éducation, services sociaux, bourses) en privatisant ces services. Cf AGCS

7/ Interdiction des subventions. Les Etats du Tiers-monde qui aident une partie des produits de base pour les maintenir à bas prix (farine du pain, essence) ou aident leurs paysans à produire doivent renoncer à cette politique. Cf Acc Agriculture
Ainsi, on peut suivre les démarches faites pour maintenir la domination des pays riches sur les richesses naturelles, humaines et financières des PED: colonisation puis endettement puis PAS et

maintenant OMC et NEPAD. Les pays riches ont donné l'indépendance à leurs colonies mais ont placé un système et des dirigeants leur permettant d'avoir les avantages financiers de la colonie sans assumer la honte d'être "colons" ni la pression des citoyens, du Nord et du Sud.

Quelques méthodes à l'OMC

La règle à l'OMC est celle du "consensus", c'est à dire l'égalité entre les pays membres. En réalité, les plus pauvres se heurtent à mille difficultés pour faire entendre leur voix.

La langue de travail. L'OMC reconnaît l'anglais, le français et l'espagnol, mais les documents de travail sont le plus souvent en anglais, et il faut patienter six mois pour en obtenir une copie en français. Et la plupart des accords à discuter font des milliers de pages....

Le manque de personnels et de moyens. Pas facile, en effet, de défendre les intérêts d'un pays pauvre face aux armées de spécialistes qu'alignent les pays riches qui bénéficient non seulement de délégations à Genève (6 personnes pour la France, 12 pour l'UE, 16 pour les USA), mais aussi de l'appui d'experts pour assister aux réunions de travail alors que 30 pays membres n'ont tout simplement pas de représentant. Or, un accord est adopté dès qu'"aucun membre, présent à la réunion au cours de laquelle la décision est prise, ne s'oppose formellement à la décision proposée", donc les membres absents doivent accepter la décision prise par les autres! Par exemple, l'ambassadeur d'Haïti se retrouve la plupart du temps seul pour traduire le langage du commerce international et pour défendre les intérêts de ses producteurs de café, de cacao ou de mangues. En Théorie, l'OMC met à disposition des pays les plus pauvres les avocats indispensables pour préparer les dossiers de plus en plus épais à présenter devant

l'Organe de Règlement des Différends (ORD), l'instance de justice de l'OMC, mais ceux-ci ne peuvent les embaucher... à 1000 euros la journée!
Le bureau vert: des pays dominants de la "Quad" (USA, UE, Canada, Japon) convoquent quelques pays du sud dans un bureau et exercent des pressions terribles sur eux pour obtenir un accord (menace de suppression de leur Aide Publique au Dvpt, de refus de rééchelonnement de dette, etc.)

Mais à l'OMC, contrairement à l'ONU, chaque pays a droit à une voix donc avec de la volonté et une alliance avec d'autres pays pauvres, le Congo peut se faire entendre autant que les USA... si les USA respectent les règles qu'ils ont eux-mêmes créées, ce qui n'est actuellement pas le cas; les USA et l'Europe disent: "Faites ce que je dis mais pas ce que je fais".

Quelques accords clés

a) **L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994** ("GATT 94") régit le **commerce des marchandises** et a pour objectif l'élimination de toutes les barrières douanières (taxes et lois).

b) L'Accord Général sur le Commerce des Services (**AGCS**) vise la **privatisation** de tous les services (santé, éducation, transports, eau et électricité, etc.).

→ **La clause de la Nation la Plus favorisée** (NPF)
Si le Congo signe un accord avec l'Inde pour lui apporter un appui en informatique, le Congo doit faire bénéficier de ce même appui toutes les entreprises informatiques de tous les pays membres de l'OMC. → Le **Traitement National** (TN): lorsqu'un Etat membre souhaite aider un secteur de service de son économie nationale, il doit donner la même aide aux entreprises de service de tout autre Etat membre présent sur son sol (s'il